Discussions à la suite des réponses apportées dans l'enquête

1/Type de gestion

82% des PSE de l'enquête ont une gestion de la pharmacie et des adhérents effectuée par un vétérinaire, on peut juste noter qu'on identifie une logique pour la profession ; connaissance du monde animale et de l'élevage alliée à celle du médicament et de ses règles d'utilisation.

2/Profil des vétérinaires

Le profil principal est celui du libéral (69%), diplômé du DIE (78%) et 84% gèrent un seul PSE.

78% des répondant comptent poursuivre leur activité.

Les vétérinaires entamant leur première gestion représentent 40% des réponses, **60% ont une expérience d'au moins 5 ans ou plus dans la gestion d'un PSE apicole.**

3/Le PSE

83% des PSE sont à l'initiative d'un GDSA ou d'une ASAD. Près de deux tiers des PSE comptent entre 200 et 500 adhérents et un peu plus d'un quart plus de 500.

2/3 des répondants notent une progression du nombre d'adhérents mais la question sur les défections/nouveaux adhérents montre que cette progression ne dépasse les 10% que dans seulement 30% des PSE. En mettant en parallèle les défections et les nouveaux arrivants, on conclut plutôt à une certaine stabilité. **Il est finalement difficile d'estimer le turn-over réel. Pas de conclusion.**

Concernant le nombre de ruches suivies, 10 répondants n'ont pas l'information : pour rappel, même avec une marge d'erreur, celle-ci peut s'obtenir en croisant l'information fournie par les déclarations d'emplacement et en investiguant le nombre de traitements commandés.

20% des vétérinaires n'apparaissent pas dans l'organigramme de la structure gérant le PSE.

84% des organismes disposant d'un PSE proposent d'autres services, la lutte contre le frelon asiatique et la gestion des autres maladies des abeilles revenant majoritairement dans les réponses.

(Pas d'explications complémentaires). On parle le bien de l'organisme gestionnaire dans la proposition des services « annexes », rappelons que concernant la filière apicole, les PSE ne sont concernés que par la lutte collective organisée contre varroa.

Pour les cotisations, il est impossible de faire un bilan ou de tirer une conclusion. Il existe une multitude de choix proposés et de variations. Pour l'anecdote, trois PSE ne dépassent pas les dix euros par an.

Il est impossible d'identifier une logique commune.

4/Médicaments et délivrance

C'est le vétérinaire conseil qui majoritairement décide du choix des médicaments qui seront répertoriés dans le PSE et on note une collaboration avec l'organisme titulaire du PSE.

Cependant concernant la décision de prescription du médicament aux apiculteurs, 20 réponses différentes ont été fournies. Près de 55% des PSE imposent un choix de médicament, ensuite les réponses sont variables, on note plutôt une liberté de choix des adhérents avec des conseils sur demande, une volonté de proposer l'alternance des traitements en filière conventionnel et des possibilités de plusieurs traitements en filière biologique. Les traitements dits de rattrapage sont également proposés avec ou sans conditions de comptages.

80 % des PSE proposent un plan de lutte collective qui n'est suivi que dans 30% des cas.

La rédaction d'une ordonnance a été maintenue dans 80% des PSE, sans doute pour maintenir un conseil écrit de la bonne utilisation du médicament.

La distribution des médicaments se fait sous diverses formes, qui sont vraisemblablement cumulées.

Beaucoup de méthodes de distribution permettent un contact avec l'adhérent et le colisage est utilisé dans plus de 70% des PSE.

93% des PSE proposent un service de collecte (gratuit) des médicaments usagers.

On peut regretter le faible nombre de pharmacovigilances déclarées, c'est peut-être un retour révélateur de la difficulté de la valider avec souvent un manque de données consolidées. Les effets indésirables peuvent être faciles à identifier et à déclarer, le manque d'efficacité qui pose beaucoup de questions aujourd'hui en abeilles est plus difficile à établir.

Quoiqu'il en soit, **64% des PSE n'ont pas effectués de déclaration en pharmacovigilance**, ce qui paraît un chiffre élevé au vu des retours souvent entendus sur le terrain de la part des apiculteurs. Il faut impérativement travailler ce point.

Concernant les aides qui peuvent être octroyées dans le cadre d'un plan de lutte collective, on note que 2/3 des PSE en bénéficient à des degrés divers et si certaines sont relativement faibles, on atteint une fois les 80%.

5/Les visites et leur déroulé

La majorité des visites réalisées pour le PSE ont une durée moyenne de **deux heures ou plus (70% des réponses)** et que pour moitié seulement, elles sont réalisées dans le cadre du PSE. **La durée moyenne donne une indication du temps à prévoir pour anticiper les prévisionnels**, la réalisation hors cadre PSE est à creuser, concernant un APDI, on a un objectif et mandataire différent. Quels sont les autres visites associées ?

Les retours sur le nombre de visites effectivement réalisées sont révélateurs de la difficulté posée par la réalisation du suivi et de son organisation, **un seul répondant annonce 100% des visites effectuées**. Sans pouvoir justifier ces chiffres, le turn over est évoqué pour expliquer le manque de réalisation en partant du principe que certains apiculteurs arrivent et repartent avant d'avoir été programmés en visite ; cet aspect limite l'intérêt didactique mais aussi l'encadrement collectif : pourquoi ce turn over ? Peut-on l'éviter en programmant des visites immédiates de tout nouvel adhérent ?

30% des PSE ne dépassent pas un taux de 50 % de visites réalisées.

On se penche sur les explications(texte libre)

Pour la bonne réalisation des visites. Ce qui semble ressortir : communication, entente vétérinaire/TSA, nombre d'intervenants impliqués (vétérinaires et TSA), rémunération correcte des acteurs, encadrement des adhérents sans relâche.

Pour le manque de réalisation. Le manque de TSA ou de leur motivation, leur rémunération, la mise en route difficile d'un PSE, l'encadrement par le vétérinaire (motivation évoquée deux fois) et la difficulté liée aux adhérents (disponibilité ou compréhension des objectifs) reviennent dans les difficultés évoquées.

Concernant les points d'amélioration du taux de visites, les questions qui peuvent se poser concernent la communication auprès des adhérents (cette question n'a pas été posée), la préparation des visites au travers des outils utilisés, des formations instaurées pour les TSA...Ce point est à travailler prioritairement, non seulement d'un point de vue réglementaire, mais aussi d'un point de vue encadrement collectif des adhérents et pédagogie de la lutte contre le parasite.

Dans les outils utilisés, 90% des répondants utilisent une trame de visite pré établie et aident à la formation des TSA pour préparer les visites. Les TSA sont formés à cette visite au cours de réunions (83%) ou de visites communes (48%), ce qui révèle une motivation à l'encadrement.

Ce dispositif est complété par l'utilisation **d'un logiciel informatique dans près de 84%** des retours, dont **51% utilisent le logiciel FNOSAD.**

Un rapport de visite est bien remis à l'apiculteur et archivé par le vétérinaire dans près de **90% des cas**. Le rapport de visite est un point important de la **collaboration vétérinaire/TSA**, 25% seulement des répondants rédigent le rapport en échangeant avec le TSA, plus de 60% ne valident pas le rapport.

Dans les **thématiques abordées en visite**, on note des actions croisées sur la lutte contre le parasite varroa et le bon usage des médicaments utilisés qui reviennent majoritairement dans les réponses.

En toute logique puisque c'est l'essence même des programmes de lutte.

La réglementation est fréquemment citée (déclaration et registre d'élevage) dans les échanges en visite.

6/Les comptages de suivi varroa en cours dans votre PSE

Près de 95% des TSA sont formés aux comptages et qu'en dehors de la visite, une grande diversité de moyens sont utilisés pour diffuser l'information sur les comptages de varroas et leurs résultats.

Paradoxalement, on note un manque de systématisation des comptages en visite, même si « seulement » 5 répondants ne les évoquent pas du tout (près de 10%), ils ne sont systématisés que dans 28% des réponses. Une marge de progression est possible au travers de la formation des TSA et d'une incitation à en réaliser plus.

Les comptages sont utilisés dans le suivi des **infestations résiduelles dans 58% des PSE mais restent sans diffusion externe, 12.5% seulement les utilisent dans le cadre de la pharmacovigilance.**

Peu de réponses consolidées sur les tests d'efficacité effectués dans les PSE (une réponse annonce 40 colonies).

7/Les (C)TSA

Concernant la formation des TSA, 87 % des PSE travaillent avec des TSA formés à la FNOSAD, 28% utilisent également des CTSA et 12% travaillent avec un ou des TSA issu d'une formation dans un CFPPA.

2 PSE utiliseraient des apiculteurs ne disposant pas d'attestation de formation (pas d'information complémentaire sur le rôle attribué, cela pose la question du conventionnement, de la formation ou du cadre de travail de ces apiculteurs pour réaliser des visites).

Certains PSE n'utilisent pas de TSA (le vétérinaire assume les visites).

La convention entre le vétérinaire et le TSA est incontournable au vu de la réglementation, ça devrait être la règle : **28% des PSE rapportent une absence de convention signée avec le vétérinaire**. 60% ont une convention à la fois entre le vétérinaire et l'organisme.

La majorité des PSE se reposent sur un travail bénévole des TSA (ou bénévoles en partie sans savoir en quoi consiste réellement l'indemnisation des kilomètres) : **73%**.

Plus de la moitié des réponses (51.8%) notent une demande d'amélioration de la formation des TSA, et 5% le demandent pour les (C)TSA (moins présents en quantité dans les PSE).

Concernant cette demande d'amélioration, le fait qu'elle concerne les moyens de lutte contre varroa est logique dans le cadre d'un PSE apicole car cet aspect constitue un soc essentiel de discussions lors des visites.

Pour la formation continue des TSA, il a été rapporté dans les réponses des interventions extérieures, soit pendant l'AG, pouvant être le fait de vétérinaire DIE, de CTSA. Le vétérinaire du PSE est principalement impliqué.

La question sur la formation de nouveaux TSA amène quelques points de réflexion.

On ne donne pas de % car plusieurs raisons simultanées pouvaient être invoquées (71 réponses).

Seuls 10 répondants font cette demande pour une augmentation significative des visites, c'est à croiser avec l'évolution du nombre d'adhérents. 19 répondants ne prévoient pas de nouvelle formation.

Entre les TSA qui ne souhaitent pas effectuer de visites ou qui arrêtent par manque de temps, la question peut se poser du nombre de TSA formés qui ont une activité effective et de la raison de ces défections (qui n'est pas posée dans l'enquête). Un bilan d'activité sur le terrain serait sûrement intéressant pour faire la part des choses entre le nombre de TSA formés et le nombre d'actifs.

8/Temps de travail et assurances

91% des TSA voient leur assurance (on sous-entend RCP) prise en charge par l'organisme, les autres cas restent exceptionnels.

L'inverse pour les vétérinaires : 80% assurent leur couverture eux-mêmes.

Le temps de travail estimé pour les vétérinaires

En examinant les réponses en détail, on n'établit pas obligatoirement de correspondance entre le statut du vétérinaire (libéral ou salarié d'un organisme), le nombre d'adhérents et le temps de travail.

Un exemple pour illustrer les extrêmes : une salariée de GDSA avec PSE de 200 à 500 colonies annonce 45 jours de travail, une autre (même statut) 6 jours pour un PSE de plus de 500 adhérents. Ces disparités sont nombreuses et sont le reflet d'organisations différentes.

On pourrait imaginer des répartitions de travail liées à la délégation des visites aux TSA mais ce n'est pas non plus un constat systématique quand on croise les informations.

La part administrative est évoquée comme chronophage et difficilement quantifiable par certains.

A noter des particularités géographiques évoquées pour certains PSE et le temps de trajet lors des visites (ruchers éloignés, adhérents dispersés accès compliqué en zone de montagne) augmentant ce temps de travail.

Temps de travail estimé pour les TSA : pas de chiffres réellement exploitables. Seul le temps passé en visite (2 heures en moyenne) semble ressortir.

Le temps de travail (vétérinaire ou TSA) doit être appréhendé différemment, beaucoup de données vont entrer en ligne de compte ; durée et qualité des visites, déplacements (donc géographie), nombre d'adhérents, partie administrative...

Remerciements et perspectives.

Je remercie une nouvelle fois les vétérinaires ayant participé à cette enquête. Ainsi que les représentant(e)s des SAPI pour la diffusion et les retours.

Pour information, une partie de l'enquête a été présentée une première fois aux JVA à l'occasion d'une table ronde en présence de représentants de la DGAL, de l'ordre vétérinaire, de l'ANMV, du SIMV, de la SNGTV et de vétérinaires accompagnant des PSE ou non. Cette table ronde a été l'occasion d'échanges intéressants.

Enfin, pour poursuivre la démarche, la question de la rédaction d'un guide type question/réponse concernant la mise en place et la gestion d'un PSE apicole est en discussion, l'idée étant d'apporter un complément d'information aux questions soulevées par l'enquête, en repartant des textes règlementaires et au besoin en interrogeant les personnes ressources. Si le sujet vous intéresse vous pouvez me contacter par mail à l'adresse suivante gerald.therville-tondreau@wanadoo.fr.